

Arnaud ALESSANDRIN et Johanna DAGORN (dirs), *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations*

Pessac, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2020, 150 pages

Faïza Naït-Bouda



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/27824>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.27824](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.27824)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 573-575

ISBN : 978-2-38451-005-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Faïza Naït-Bouda, « Arnaud ALESSANDRIN et Johanna DAGORN (dirs), *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations* », *Questions de communication* [En ligne], 40 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2022,

consulté le 12 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/27824>

; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.27824>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

De plus, quelques chapitres ouvrent largement la voie aux stratégies de marques suivies dans le domaine littéraire par des instances spécifiques tels les prix ou les maisons d'édition. Sylvie Ducas livre ainsi une analyse fouillée de « la marque Goncourt » (p. 108) qui est à la fois label, *branding*, marketing de type agressif, objet de rumeur et instrument de médiatisation intensive. Entre autres mécanismes, ceux ayant permis à ce type de marque de devenir récit et « arme de distraction massive » (p. 112). L'intervention de M.-E. Thérenty, quant à elle, laisse imaginer la richesse potentielle d'une analyse centrée sur les maisons d'édition et sur les collections d'ouvrages. Imaginons ainsi un ensemble de contributions cernant les stratégies de communication et de *branding* d'Actes Sud, Terre humaine, Bouquins, les Dictionnaires amoureux, Harlequin, etc. Ceci dit, les Éditions de Minuit, nées de la Résistance, ancrées sur une série de fortes valeurs et se consacrant aux œuvres d'avant-garde sont quant à elles décortiquées par M.-E. Thérenty selon leur rôle d'entreprise et de marque, créant « un territoire et un imaginaire éditorial qui permet de susciter l'adhésion des lecteurs d'une part et surtout des auteurs. Car la stratégie communicationnelle de [Jérôme] Lindon vise peut-être moins le public même élitiste que le grand écrivain à débusquer » (p. 95-96). La célèbre maison d'édition se construit dès lors comme « une fiction d'autorité "volontairement coupée du jeu commercial et du marketing, et prônant une littérature largement autotélique [...]". Minuit constitue [...] un paradoxe puisque la maison d'édition rejette la notion de marque tout en construisant son identité avec toutes les recettes du marketing » (p. 97, 103).

Quant à la question de départ de l'ouvrage, son rôle se limite sans doute à lancer le débat, car elle apparaîtra plutôt anecdotique : depuis quand les écrivains sont-ils devenus des écrivains-marques ? Il aurait été souhaitable que les laboratoires d'origine, ainsi que le domaine disciplinaire des différents rédacteurs de l'ouvrage soient mentionnés. Certes, on devinera qu'il s'agit d'une communauté de chercheurs en communication, en lettres, en sociologie et en sémiologie, mais on pourra regretter, compte tenu de la richesse indéniable des contributions, l'absence d'une approche de nature médiologique, qui aurait pu également être sollicitée de manière pertinente vu la thématique abordée.

Axel Gryspeerdt

Université catholique de Louvain, Lasca, B-1348

Louvain-la-Neuve, Belgique

axel.gryspeerdt@uclouvain.be

Médias, technologies, information

Arnaud ALESSANDRIN et Johanna DAGORN (dirs), *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations*

Pessac, Maison des sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2020, 150 pages

Cet ouvrage dirigé par les sociologues Arnaud Alessandrini et Johanna Dagorn s'inscrit dans la continuité d'un colloque pluridisciplinaire tenu à Bordeaux en 2018. Il confronte au travers de dix contributions les retours d'expérience de chercheurs et ceux de praticiens de la ville autour des écarts et des facteurs opportuns d'une lutte contre les discriminations (LCD) sur les territoires conçus comme « le support et le produit de rapports sociaux marqués par des rapports de domination impliquant différents critères de discrimination, parfois hiérarchisés » (p. 9).

La première partie de l'ouvrage s'attache au cas des habitants de quartiers dits prioritaires de la ville (QPV) via deux contributions. La première prend la forme d'un entretien croisé du politiste Julien Talpin et de la conseillère régionale et ex-présidente de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances Naima Charai. J. Talpin nous apprend que, loin d'être des déserts politiques, ces quartiers renferment une dynamique d'engagement et de mobilisation entravée par une « répression à bas bruit » (p. 32) exercée par les pouvoirs publics locaux (disqualification, arrêt de subventions, clientélisme, etc.) et conduisant à une résignation des habitants. La politique de la ville, « très française », occulte le « racisme systémique qui traverse nos sociétés » (p. 29) et territorialise la lutte contre les discriminations en limitant la logique, pourtant cumulative, des discriminations sur la seule adresse. La désertion des services publics, notamment ceux de la santé, dans ces quartiers, et la sous-dotation dont ils font l'objet ont fini de les reléguer à des zones de non-droit au détriment des usagers. Les deux intervenants aboutissent au même constat d'une délégitimation des luttes contre les discriminations aux habitants mêmes de ces quartiers, sans soutien politique.

La seconde contribution traite des inégalités d'accès aux soins au sein de ces quartiers. L'enquête menée auprès de soignants et de patients des services d'oncologie au sein de structures de soins installées dans ces quartiers met en avant deux résultats significatifs : l'invisibilisation des inégalités de santé par les soignants eux-mêmes, lesquels nient les disparités pourtant tangibles d'accès aux soins ; un rapport « protocolaire » (p. 43) entre personnels et patients,

dénué de « marqueurs de confiance » (p. 42). Autant d'éléments expliquant, entre autres caractéristiques, un passage « sous le radar des diagnostics » (*ibid.*) de ces publics, pourtant davantage exposés aux pathologies cancéreuses.

La deuxième partie de l'ouvrage étudie les politiques « antiracistes » au prisme des territoires. Yoann Lopez explore le « caractère discriminatoire du mépris mémoriel » (p. 49) au sein des villes, en commençant par une brève rétrospective de ces politiques mémorielles menées en France depuis le début des années 2000. Les cinq fonctions de ces politiques à l'échelle locale (politique, culturelle, symbolique, historique et sociale) corroborent les attentes des citoyens dans le cas de la ville de Bordeaux dans la prise en charge mémorielle. La « timidité » (p. 54) de la municipalité pour sortir de son « oubli de réserve » (p. 55) tempère toutefois l'instauration d'une « patrimonialisation de l'esclavage et de la traite négrière » (p. 56).

Cette déficience en matière de lutte contre les discriminations raciales est confirmée par l'entretien avec la politiste Anouk Flamant qui suit cette contribution. L'analyse comparative des politiques d'intégration en France menées à Lyon, Nantes et Strasbourg révèle un morcellement des politiques municipales de LCD dans divers services municipaux fluctuants, faute de sa centralisation dans « un même espace politique et administratif » (p. 62). Ponctuellement traitée à des fins de marketing territorial ou à la faveur de l'agenda politique local et des débats de politique nationale, la question raciale est diluée au profit d'autres « paradigmes » (égalité femmes-hommes, handicap, etc.).

La troisième partie de l'ouvrage réunit deux contributions autour de la question « des corps stigmatisés » dans la ville. Celle proposée par A. Alessandrin, J. Dagorn et Chad Charasse à Bordeaux questionne l'« expérience urbaine » des habitants de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, intersexuelle et *queer* (LGBTIQ), ce mélange d'« ambiance urbaine » et de « stratégies de déplacements » dans la ville (p. 72). L'espace public se présente à ces citoyens comme anxigène, marqué « par la suspicion et les mauvaises expériences » (p. 74). Des stratégies de segmentation de la ville sont alors déployées pour minimiser les risques discriminatoires, mais se font plus contraignantes à mesure que les stigmates s'accumulent (âge, sexualité, couleur de peau, etc.).

La contribution suivante souligne la pertinence d'une territorialisation de la LCD en santé mentale. Fanny Lung rappelle les liens de l'évolution des représentations collectives liées aux maladies mentales avec l'histoire de leur traitement social, en soulignant la circonscription progressive de la prise en charge des maladies mentales aux territoires depuis plus d'un siècle. La sectorisation psychiatrique qui suivra sera propice à un parcours de soin pluridisciplinaire en tenant compte des spécificités locales (réseau, ressources, etc.) et des droits des patients, sans toutefois valoriser les représentations de ces derniers. Des « dispositifs de déstigmatisation » (p. 92) tentent d'y remédier à l'instar de la recherche-action « murs, frontières » reposant sur des manifestations culturelles et scientifiques développées dans la métropole bordelaise à l'attention des habitants.

La quatrième partie de l'ouvrage aborde la LCD dans le cas du sans-abrisme. Renaud de Backer, coordinateur du *Housing First* au sein du relai social urbain namurois, présente le bien fondé de cette « innovation sociale » (p. 103) de résolution du sans-abrisme en rupture avec les modèles traditionnels de l'urgence sociale et de l'insertion. Renvoyant à un paradigme tenant l'accès au logement pour droit fondamental et non soumis à condition, le *Housing First* souligne le rôle premier de l'environnement et des politiques publiques, notamment locales, dans les phénomènes d'exclusion, tout en déconstruisant la représentation du sans-abrisme suggérée par les discours et les décisions politiques comme résultante d'un choix délibéré.

La contribution qui suit propose de concevoir le mobilier urbain comme dispositif spatial discriminatoire. Hugo Avenir sensibilise les acteurs et actrices de la ville au risque d'un aménagement urbain comme outil de logiques d'exclusion, contrariant le principe d'égalité d'accès au domaine public. L'état de l'art du droit l'amène à considérer que la limitation de jouissance de ces dispositifs (disparition des bancs, notamment) à des fins d'exclusion des sans-abris, pour lesquels l'espace public constitue « un ensemble de ressources [...] indispensable à leur survie » (p. 119), peut être dénoncée soit comme un fait discriminatoire au sens juridique du terme, soit en tant que traitement défavorable spécifique d'une catégorie d'usagers, dès lors stigmatisés comme nuisibles au cadre de vie.

La cinquième et dernière partie de l'ouvrage laisse place à la parole d'élué quant à leur expérience de diagnostic et d'action en matière de LCD. Dans

une première contribution, Matthieu Rouveyre, conseiller départemental de la Gironde, et J. Dagorn discutent le phénomène d'« airbnbisation » comme « système » (p. 128) aggravant la gentrification des villes et la discrimination au logement de populations déjà vulnérables. Les auteurs appellent les décideurs publics à « réinventer le droit à la ville » en retirant « une part de liberté aux possédants afin d'en redonner à celles et ceux que le système juge aujourd'hui moins solvables » (p. 132).

L'ultime contribution de l'ouvrage réunit les réponses recueillies auprès d'élus à Lille, Bordeaux et Paris au cours d'un entretien croisé sur leurs missions, actions et réseaux dans la LCD. Cette dernière contribution vient confirmer les grandes lignes que l'on peut tirer à l'issue de la lecture de l'ouvrage, notamment deux saillantes. D'une part, un amalgame croissant dans l'appréhension cumulative des discriminations, révélant autant le phénomène des luttes concurrentielles pour la reconnaissance (*La Lutte pour la reconnaissance*, Honneth Axel, Paris, Éd. Le Cerf, 2000) que la liquidité sociétale en cours (*La Vie liquide*, Bauman Zygmunt, Rodez, Le Rouergue/Chambon, 2006). Ainsi, diversité, égalité femmes-hommes et handicap, pour les thématiques les plus consensuelles de notre temps, se juxtaposent dans des politiques publiques difficilement lisibles, des actions locales d'ordre plus symbolique que coercitif et des enjeux politiques plus inscrits dans le champ des légitimités que de la justice sociale. À tel point que la LCD peut aisément être réduite à une course à la labellisation de « villes inclusives », expression que « la plasticité rend malléables à l'envi et adaptables à la grande majorité des projets d'aménagement et des discours qui l'accompagnent » (p. 11).

D'autre part, l'ouvrage permet de mesurer la délicatesse du chercheur intéressé par les politiques publiques, plus encore à l'échelle locale, à se distancier de l'objet et du référentiel paradigmatique auquel ce dernier le renvoie. Ainsi les méthodes exploitées dans l'analyse des politiques publiques de la LCD devraient-elles dépasser les cadres normatifs d'une réduction de phénomènes sociaux complexes à une « politique des chiffres » et s'efforcer de contourner le poids du « zèle compassionnel » (*L'Homme compassionnel*, Revault d'Allonnes Myriam, Paris, Éd. Le Seuil, 2008) en vigueur dans le champ politique national comme local. Dans le cadre de l'analyse du rôle de la ville dans les luttes contre les discriminations, le risque reste *in fine* de procéder à un rappel aux normes tel qu'il participerait d'un renforcement du stigmate, sans distanciation critique.

L'ouvrage reste très instructif sur l'état actuel du spectre toujours plus élargi des problématiques que couvre la lutte contre les discriminations et sur la persistante nécessité d'un relai associatif et scientifique en la matière.

Faiza Nait-Bouda

Université Côte d'Azur, SIC.Lab Méditerranée,
F-06204 Nice, France
faiza.nait-bouda@univ-cotedazur.fr

Loïc BALLARINI, *The Independence of the News Media. Francophone Research on Media, Economics and Politics*
Cham, Palgrave Macmillan, coll. Global Transformations in Media and Communication Research, 2020, 320 pages

Ce volume offre un ensemble de douze contributions autour d'une thématique de l'indépendance des médias. Cette référence fédératrice se déploie en trois sous-thèmes : économie politique, rôle du journalisme dans l'espace public, exploration des changements dans la presse arabe.

Le premier ensemble associe trois textes qui interrogent la question des financements de la presse. Franck Rebillard (p. 7-18) propose sur ces enjeux un cadrage général qui situe les difficultés de financement de la presse française, les évolutions du marché publicitaire et des ressources venant des abonnements, le poids des aides publiques. Cette première contribution souligne la relative modestie des apports du *crowdfunding*, donnée qui est non pas contestée mais précisée par un second chapitre où Loïc Ballarini, Emmanuel Marty et Nikos Smyrmaios (p. 19-43) proposent une actualisation très précise des levées de fonds ainsi opérées (p. 31), et qui montrent aussi comment un certain nombre de médias pratiquent plutôt l'investigation ou un journalisme explicatif (*explanatory*), comme *Les Jours* ou *La Revue dessinée*, ont su se saisir de cet outil pour se lancer. Anne-Marie Brunelle et Michel Sénécal déplacent le site d'observation vers le Québec où leur travail explore le rôle du *crowdfunding* dans le financement des médias communautaires et indépendants (p. 45-63).

Une deuxième série de quatre contributions regroupe des analyses qui portent plus sur le journalisme et l'espace public. Dans un texte très original tant par ses hypothèses que par ses emprunts à Sigmund Freud et Christian Geffray, Vincent Goulet (p. 67-102) questionne le rôle possible d'une presse comme outil central de mobilisations sociales. Comment, par quels